

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

LE VOYAGE DE LAVAL

Les banquiers cherchent à conjurer le péril

Le voyage de Laval à Washington continue à montrer que les questions de l'équilibre financier du monde restent au premier plan des préoccupations de la bourgeoisie. Le franc et le dollar vont essayer de se mettre d'accord pour « restaurer », une fois de plus, les finances mondiales. Après la guerre, la bourgeoisie connut la période de l'inflation, limitée dans certains pays, plus mesurée dans d'autres. Mais tous les économistes et les gouvernements bourgeois s'accordèrent sur ce point : la stabilité financière du capitalisme ne sera rétablie que lorsque les principales monnaies seront de nouveau convertibles en or, c'est-à-dire lorsque le « public » pourra de nouveau avoir confiance dans le papier-monnaie en circulation. Le dollar et le livre sterling, se disputant la suprématie financière du monde, donnaient l'exemple. A partir de 1926-27 les principales monnaies européennes furent stabilisées et convertibles en or, quoique l'or ne fut pas remis en circulation, ses échanges étant limités aux besoins des banques centrales.

Mais en 1930, la crise économique mondiale s'approfondit, se creusa. La production diminua, les prix baissèrent, le commerce se ralentit, la consommation faiblit encore. La confiance dans les banques subit un rude assaut, car le vent des faillites, consécutives à l'immobilisation de l'industrie — c'est-à-dire des capitaux — s'abat sur elles. Peu à peu, malgré les efforts des gouvernements, comme en Allemagne, pour soutenir les banques défaillantes, les mouvements de retraits de capitaux des banques s'élargirent. Les banques centrales sont à leur tour mises en difficultés. Ainsi, les moyens de circulation monétaire commencent à manquer. La crise se répercute de pays en pays. D'Allemagne, elle passe en Angleterre et aux Etats-Unis, qui ont des capitaux considérables investis — et immobilisés — en Allemagne. Le livre sterling est obligé d'abandonner la parité or, et le dollar à son tour est ébranlé.

Ainsi germe peu à peu, de nouveau, l'idée de l'inflation nécessaire, inévitable. La bourgeoisie américaine, la bourgeoisie allemande, semblent prêtes à se rallier à une inflation « contrôlée », non abandonnée à elle-même ; la bourgeoisie française, dont la monnaie est encore stable pour l'instant, résiste à ce courant, en dressant le spectre de la méfiance des populations, de son trouble, devant l'inflation qui réduit à une valeur toujours suétée à caution les propriétés et les salaires.

C'est pourquoi Laval essaya plutôt de négocier avec Hoover un accord sur les transferts d'or, qui empêcherait les sorties brusques d'or d'un pays, et par suite les sautes rapides dans la confiance, et éviterait de recourir à l'inflation.

Mais, si l'inflation est actuellement évitable en France et en Amérique, l'est-elle encore en Allemagne, et même en Angleterre ? Le problème monétaire n'est pas un problème indépendant. Il est lié à celui de la production. Si la production reste diminuée, le commerce ralentit, les capitaux immobilisés, si les banques en faillite doivent être soutenues, avec quoi l'Etat bavera-t-il ? Avec quoi entretiendra-t-il la machine économique ? La couverture or n'est plus suffisante pour la circulation papier qui devient nécessaire. Il ne reste plus qu'à recourir à l'inflation. Et l'inflation elle-même a et aura les plus graves répercussions sur l'équilibre économique et social de l'impérialisme.

Ainsi les docteurs de la bourgeoisie, vulgaires rebouteux, ou simplement praticiens empiriques ne sont capables de soigner le corps gangrené qu'en lui inoculant une autre maladie. Ils n'éviteront pas ainsi sa mort.

Pour l'Unité Communiste DIJON ET DOLE

Notre camarade Buren, de Dijon, est un fameux animateur. Avec le solide petit noyau oppositionnel qu'il a su grouper, Buren a organisé de main de maître deux réunions publiques de la Ligue : l'une à Dijon, le samedi 17, et l'autre à Dôle, le dimanche 18 octobre.

A Dijon, récemment, une réunion publique du parti n'avait rassemblé que 70 à 80 auditeurs. La réunion de la Ligue, où il fallait cependant payer 1 franc d'entrée, rassembla 250 auditeurs, en grande majorité des ouvriers. Parmi eux : la plupart des communistes de la base et de nombreux sympathisants.

Les divergences essentielles entre la Ligue et la direction stalinienne furent précisées : front unique, unité syndicale, tactique électorale, erreurs aventurières de la « Troisième période », erreurs opportunistes convergeant vers la théorie du socialisme dans un seul pays, opposée à la théorie internationaliste de la révolution permanente.

Le leader socialiste local Lhuillier vint tenir le discours classique : Au lieu de vous chamailler entre communistes, venez donc tous dans le parti socialiste !

Alors, quand Molinier mit à jour les crimes de la social-démocratie, sa politique fondamentalement opposée aux intérêts historiques du prolétariat, et les racines sociales bourgeoises de cette politique, quand il évoqua notamment le rôle infâme des socialistes en Espagne, dans la salle, un front unique vibrant d'enthousiasme et de colère se réalisa entre communistes de la Ligue, communistes du parti et même pas mal d'ouvriers socialistes.

Au sortir de la réunion publique, les camarades du parti et les camarades de la Ligue passèrent plus d'une heure à discuter fraternellement.

Une réunion syndicale fut improvisée pour le lendemain matin à la Bourse du Travail, dans laquelle le camarade Treint expliqua les fautes de la direction confédérale et du parti dans la lutte pour l'unité syndicale et y opposa le point de vue de la Ligue, emportant l'assentiment conscient et réfléchi de la plupart et demandant à ceux qui avaient encore des doutes de bien peser, afin de se décider en toute clarté.

Le lendemain, à Dôle, réunion publique réunissant 80 auditeurs, et même accueil fraternel de la part des membres du parti.

D'après beaucoup d'indices et selon des renseignements venus de divers points de la France, il semble bien qu'on puisse tirer des réunions de Dôle et de Dijon des conclusions valables pour l'ensemble de la province.

A Paris, si l'opposition a su déjà éveiller des sympathies, elle se heurte encore à une hostilité réelle, quoique déclinante, de l'ensemble du parti et d'une large couche sympathisante. C'est qu'à Paris les conséquences erronées de la politique stalinienne sont moins évidentes qu'en province. L'accumulation des moyens de propagande et d'agitation communiste à Paris fait qu'en dépit des fautes le parti a conservé une influence, amoindrie sans doute, mais encore puissante.

En province, au contraire, le parti, dispersé, atomisé, a vu baisser catastrophiquement son influence. Certes, sur le nom des candidats du parti, un grand nombre d'ouvriers votent pour l'idée communiste ; mais, pour l'action, les ouvriers ne répondent plus qu'en nombre infime, dans la plupart des cas, aux appels du parti et de la C.G.T.U.

A Dijon et à Dôle, les camarades du parti ont estimé que les réunions de la Ligue ont fait un tort considérable à la social-démocratie, qu'elles ont servi, non seulement l'idée communiste, mais le parti lui-même. Les camarades du parti sont décidés à travailler en commun avec ceux de la Ligue, à discuter fraternellement avec eux et à exiger leur réintégration.

Nul doute que nos camarades du parti ne soient bientôt en butte à une offensive acharnée des dirigeants banqueroutiers du parti.

Mais plus les chefs staliniens lutteront contre l'unité communiste, plus ils se heurteront à une résistance grandissante.

Il y a même eu à Dijon des camarades pour s'élever contre l'attitude de Beaugrand à Bullier. La tentative des dirigeants staliniens de monopoliser la lutte contre la social-démocratie, lutte qu'ils mènent d'ailleurs très mal ; l'interdiction faite aux oppositionnels de confondre un orateur socialiste par ceux-là même qui accusent chaque jour l'opposition de faire le jeu de la social-démocratie, tout cela discrédite de plus en plus les mauvais bergers.

Camarades de partout, en avant pour l'unité communiste ! Exigez la réintégration des oppositionnels de gauche, Trotsky en tête !

Depuis 1923, la fausse politique a affaibli et dispersé les rangs communistes.

Tous ensemble, rassemblons et renforçons le parti communiste international de Lénine !

Il le faut, pour tenir tête à l'offensive capitaliste. Il le faut pour passer plus tard à l'offensive généralisée. Il le faut pour élargir la Révolution russe en Révolution mondiale.

Salut à "Soviet"

Le 15 octobre a paru à Barcelone le premier numéro de « Soviet », hebdomadaire de l'opposition de gauche espagnole, dont la parution prend une importance d'autant plus grande que le développement révolutionnaire en Espagne pose des tâches considérables aux communistes.

L'opposition espagnole fournit un effort considérable pour former des cadres dans la bataille : « Soviet », organe de combat, est complété par « Comunismo », organe théorique mensuel, et par de nombreuses brochures, les études de Trotsky, des chapitres de « L'Etat et la Révolution » de Lénine particulièrement bien choisis pour lutter contre les tendances anarchistes, etc.

« La Vérité » salue la parution de « Soviet », hebdomadaire, en souhaitant que son développement en fasse bientôt l'organe quotidien du prolétariat espagnol.

Les élections cantonales LES RÉSULTATS DU SCRUTIN ET LA TACTIQUE DU PARTI

Le 31 août, Berlioz écrivait que ces élections cantonales de crise seraient « le premier scrutin d'ensemble depuis que l'économie française a été entraînée dans le tourbillon de la crise » et que notre Parti développerait dans tous les coins de la France industrielle et rurale le maximum d'agitation. En réalité, les élections cantonales n'ont pas donné plus qu'elles ne peuvent dire.

Des premières indications publiées, il ne se dégage pas d'indication décisive. Le parti social-démocrate, qui s'attend à jouer dans la crise bourgeoise, à l'instar de ses partis frères, le rôle d'aile démagogique et pacifique d'envergure, pour le soutien du régime, ne recueille pas les fruits escomptés. Les élections cantonales, qui suscitent par leur caractère d'ailleurs un intérêt très restreint, n'ont pas encore exprimé de mobilisation politique active. Notre Parti avait accordé une grande importance à cette manifestation électorale, ainsi que l'attestent le programme développé à cette occasion et les velléités d'engager les forces syndicales à cette occasion. Les forces des organisations de province, au sortir de la troisième période, ne lui ont pas permis de « présenter partout des candidats... ratifiés dans de larges assemblées populaires et dans des réunions d'entreprise ». Et cependant, les gains sérieux que les premiers chiffres révèlent dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans le Douais, démontrent que les trahisons des chefs socialistes ont conduit vers l'avant-garde prolétarienne nombre de mineurs, d'ouvriers du textile et de la métallurgie qui en ont fait la pénible épreuve. Mais une féconde politique de front unique dans les grèves du textile et des mines aurait conduit à travers ces grandes luttes à un renforcement beaucoup plus sérieux des positions communistes dans une des agglomérations ouvrières principales.

— LIRE LA SUITE EN 4^e PAGE —

Réintégrez ! AVEUX CENTRISTES

Les camarades Barbé, Celor, Raymond, Lozeray, Billoux, Couteilhas et Galopin ont, il y a sept à huit ans, constitué secrètement une fraction dans le parti. Clandestinement, cette fraction a poussé ses ramifications dans l'appareil des régions, des rayons et des cellules. En 1927, cette fraction devint maîtresse dans le Bureau politique et dans le Comité central.

Ces faits, désormais incontestables résultent du texte même de la résolution adoptée par le Comité régional élargi de la Région parisienne et des déclarations faites, au cours des débats, par Frachon, au nom de la direction actuelle du parti (1).

Barbé, Celor, Billoux et les autres ont été délégués à Moscou. Ils s'y sont faits, contre l'opposition de gauche et pour la politique aventurière de la troisième période, les hommes-liges de Staline et Staline leur a donné l'investiture.

N'est-ce pas Barbé qui, à la Conférence nationale du parti, le 2 février 1928, a prononcé la sentence d'exclusion contre l'opposition de gauche ?

Ainsi les fractionnistes staliniens ont exclu, pour crime d'indiscipline fractionnelle, les communistes obligés, pour défendre le communisme, de lutter contre la fraction centriste en formant la fraction de gauche.

Et cela est présenté depuis des années comme l'exclusion, par le parti, des ennemis du parti.

Maintenant, les coupables ont avoué la vérité éclate.

Le parti, trop longtemps bajoué et trompé, se doit à lui-même de discuter, dans ses rangs, avec ceux qui en furent chassés à tort.

Camarades de la base, exigez la réintégration des oppositionnels de gauche !

(1) Voir la Vérité, n° 100, du 17-10-31.

Pour "La Vérité" En avant !

Notre souscription a démarré. Surtout à Paris. Les camarades de province sont encore en retard. Mais il faut bien commencer quelque part !

Pour Paris, il faut poursuivre l'effort et, avant tout, stabiliser la vente dans les kiosques. Nous demandons à tous nos amis d'acheter régulièrement « la Vérité » au même marchand. Si des marchands ne possèdent pas « la Vérité », écrivez-nous ! Nous ferons le nécessaire. Certes, nous ne distribuons par un nombre d'exemplaires suffisant pour l'approvisionnement de tous les kiosques ; c'est pourquoi il faut que nous nous rendions compte où il est nécessaire d'en placer.

Deuxième tâche : les abonnements. Beaucoup reste à faire. Trop d'abonnements ne sont pas renouvelés. Et cependant, après une réunion organisée par l'opposition à Dijon, sept abonnements ont été faits d'un coup ! Cela peut se faire aussi ailleurs, et surtout à Paris. Chaque ami de « la Vérité » à Paris doit, cette semaine, nous trouver et nous envoyer un abonnement.

Troisièmement, nous rappelons à tous que nous avons fait éditer une affiche pour « la Vérité », sur laquelle il reste à marquer l'adresse d'un marchand. Nous enverrons cette affiche à nos amis de province, nous la placarderons à Paris. Ecrivez-nous, et nous vous enverrons cette affiche.

Enfin, il faut activer la souscription permanente. Nos listes doivent circuler et il faut nous les retourner aussitôt. Il est nécessaire que nous réalisions 1.000 francs de souscriptions par semaine si nous voulons continuer à paraître hebdomadairement. Or, nous n'y arrivons pas encore.

D'autre part, il est indispensable que les militants nous adressent des correspondances. Nous avons besoin, si nous voulons que le journal soit vivant, d'être renseignés rapidement sur les événements de la vie ouvrière, à Paris et en province. Pour cela, il faut nous écrire.

Un effort, camarades ; la tâche de l'opposition de gauche est capitale dans les circonstances actuelles ; il faut l'appuyer avec énergie.



En mettant sous presse, nous lisons dans L'HUMA une note du B. P. sur notre demande de réintégration. Nous répondrons dans le prochain numéro.

Reynaud reçu par la bourgeoisie indochinoise

Reynaud a été reçu en Indochine dans des fêtes officielles dont la bourgeoisie indigène soumise a pris sa part. Les dépêches rapportent les détails d'un banquet de Saigon offert au représentant de l'impérialisme par les « Annamites de Cochinchine », avec 360 notables, membres du gouvernement, du grand conseil des intérêts économiques et financiers, des préfets indigènes et des riziculteurs. Le leader de la bourgeoisie indigène salua très bas le ministre au cri de : « Vive la France ! ». Le ministre répondit avec une hauteur bienveillante non dépourvue de fermeté : « Les réformes pour l'Indochine française, c'est sa vie de tous les jours. Vous m'avez demandé l'égalité numérique des membres français et annamites au Conseil colonial. Je vous réponds : je suis d'accord sur les principes. Vous m'avez demandé une représentation annamite permanente au Conseil supérieur des colonies. Je vous réponds : en principe d'accord. Et comme je ne suis pas l'homme des promesses, je demande au gouverneur général de me présenter un rapport sur cette question ».

LIRE LA SUITE EN 2^e PAGE



EN ANGLETERRE

CAMPAGNE ELECTORALE AGITEE

Les campagnes électorales sont traditionnellement courtoises en Angleterre. Le Labour Party avait continué cette tradition. Mais avec l'exacerbation de la lutte de classe les choses ont changé d'aspect. L'humour britannique s'aigrit, et la campagne électorale actuelle se déroule dans une atmosphère de violence et de protestation, particulièrement à l'égard des travaillistes « nationaux ». Evidemment, les conservateurs, qui cherchent à avoir une majorité indépendante à la Chambre des Communes, font tout leur possible pour susciter des difficultés aux travaillistes « nationaux » ou non. Pour commencer ils les ont obligés à aller devant les électeurs dans la période la plus défavorable pour eux, au moment où la classe ouvrière s'indigne de voir le parti dans lequel elle a mis quarante ans durant son espoir trahir ouvertement ses intérêts. Il est clair que, malgré la démagogie ridicule de M. Henderson et de l'opposition travailliste de la Chambre des Communes, le prolétariat britannique englobe dans la même réprobation le parti de faillite de Henderson et le groupe de traîtres patentés de Macdonald. D'autre part, le parti communiste n'a actuellement aucune influence dans le pays ni dans la masse ouvrière. C'est pourquoi la colère du prolétariat se fait jour indépendamment de ses organisations actuelles.

En attendant, Mac Donald, Thomas et Cie se font durement secouer. Leurs réunions sont accueillies par les cris et les sifflets. Mosley a reçu un accueil semblable. Et si les difficultés des travaillistes sont montées en épingle, par la presse aux ordres des conservateurs, on peut ne pas douter que les conservateurs eux-mêmes ont beaucoup à faire pour faire avaler aux masses leur programme d'esclavage.

L'exemple de la mutinerie navale d'Invergordon continue à se développer. Malgré le bâillon mis là-dessus par la presse, ses répercussions sont loin de s'éteindre. Maintenant le gouvernement cherche à impliquer le parti communiste dans l'affaire. Certes, les communistes approuvent et soutiennent l'action révolutionnaire des marins anglais, mais ils n'ont joué aucun rôle direct dans cette action. Des nouvelles parvenues en France nous montrent que les marins de guerre se sont spontanément organisés lorsqu'une réduction de 25 % de solde leur fut annoncée. Ils ont créé de véritables conseils de marins, comprenant la totalité de l'équipage, qui ont élu des délégués ayant seuls qualité pour traiter avec le commandement. Ces conseils, un par navire, décrétèrent la grève — le jour du départ pour les manœuvres de l'Atlantique — jusqu'à ce qu'on ait retiré la réduction de 25 %. Au bout de trois jours, le gouvernement anglais s'inclina. Le quatrième jour, les marins prirent toutes garanties, avant de cesser la grève, pour qu'aucun des leurs ne fût frappé.

Maintenant, la rage de la bourgeoisie se tourne vers le parti communiste — qui a beaucoup à apprendre de cette action — et cherche à en faire le bouc émissaire.

Mais le temps n'est plus — 1924 — où il suffisait du « faux Zinoviev » pour retourner l'état d'esprit des masses ouvrières. Le conflit économique et politique est des plus aigus. Une nouvelle phase de la lutte de classes est ouverte. La victoire certaine — grâce au discrédit des travaillistes — des conservateurs aux élections, poussera les ouvriers à chercher de nouvelles formes de lutte. Au cours de cette lutte, les communistes apprendront à vaincre.

EN ESPAGNE

LES GREVES EN ESPAGNE ET LE GOUVERNEMENT AZANA

Le président Azaña dirige un gouvernement radical. Les premières nouvelles survenues montrent que malgré son « radicalisme », il prétend avant tout écraser le mouvement révolutionnaire.

C'est qu'en effet la démocratie bourgeoise est acculée à l'impasse ; son programme est avant tout la réforme agraire, la législation du travail, la réforme de l'enseignement, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Sa tâche est aussi de faire voter la constitution. Or, avant même que cette tâche soit réalisée, ou même seulement avancée, la réaction des éléments féodaux, agrariens avant tout, entraîne la rupture du bloc gouvernemental. Et en même temps le mouvement ouvrier pousse toujours de l'avant, malgré l'absence d'une bonne direction marxiste. La rupture de Zamora-Maura d'avec le ministère, sur la question religieuse, c'est-à-dire sur la question de la propriété foncière, dresse contre la constitution nouvelle les éléments les plus réactionnaires. Cela ne les empêchera pas, bien entendu, d'appuyer de toutes leurs forces la politique antiouvrière du gouvernement Azaña. Au contraire, ils préparent la période de réaction ouverte qu'ils estiment nécessaire.

C'est aussi pour cela que le gouvernement Azaña s'empresse de mettre au premier plan de son programme la lutte contre le mouvement ouvrier.

En effet, en même temps que l'aile droite de la bourgeoisie s'apprête à attaquer le gouvernement pour ses concessions au radicalisme, par une campagne nationale, l'agitation revendicatrice et révolutionnaire de la classe ouvrière se développe. La « démocratie » est peu à peu débordée. L'incertitude est un des traits de la « démocratie » avancée de la bourgeoisie. Elle frappe avec force, mais sans l'assurance inébranlable qui est nécessaire dans une période révolutionnaire.

Mais, en définitive, l'incertitude des éléments radicaux bourgeois vient de leur instabilité économique. Ils cherchent à éviter de résoudre les grands problèmes économiques. Azaña ou Lerroux seront encore plus incapables que Zamora de réaliser la réforme agraire ou industrielle qui est indispensable à l'évolution économique progressive de l'Espagne. D'ailleurs, les semaines qui vont suivre le montreront avec évidence. Et alors le problème se posera sous son aspect fondamental : ou la bourgeoisie devra combiner une direction purement réactionnaire, peut-être avec l'appui des socialistes, ou la classe ouvrière et paysanne, franchissant le pas décisif, renouera les tentatives de réaction et instaurera la dictature prolétarienne. Le mouvement de grèves se poursuit

LETTRÉ D'ALLEMAGNE

La leçon des élections de Hambourg

Malgré qu'il soit un peu tard, peut-être, pour en parler, les élections de Hambourg conservent leur intérêt comme baromètre de la situation politique en Allemagne.

D'après les chiffres, on sait qu'avec une participation de 83 % aux élections, les Nazis ont gagné 58.000 voix (40 %), et ont pris la place de deuxième parti avec 202.500 voix contre le Parti S.-D. qui est resté le premier avec 214.500 voix (1). Les Deutsch-Nationale ont, après une longue période de défaites, gagné aussi (12.000 voix). La S.-D. n'a perdu qu'environ 10 % de ses électeurs, ce qu'un journal libéral berlinois, par exemple, qualifie à juste titre de « surprenant » ; en effet, en conséquence de la politique de tolérance et du « Gummknüppel » (matraque), on pouvait s'attendre à une perte bien plus considérable. Ces deux facteurs, de même que, pendant les élections du 14 septembre 1930, la croissance accélérée du fascisme d'une part, et les larges masses ouvrières toujours plus nombreuses derrière la S.-D. que derrière le P. C. A. d'autre part, déterminent tout le côté négatif de la situation actuelle pour le communisme. Le P. C. A. a gagné 33.000 voix (25 %), surtout au compte de la S.-D. Il est évident que c'est un succès sérieux. Mais en face de la victoire des fascistes, le P. C. A. a subi au contraire une défaite d'autant plus sérieuse, si on examine les chiffres depuis février 1928 : les fascistes ont gagné 188.000 voix et les communistes 54.000.

Le véritable vainqueur, ce sont les Nazis (2). Ils sont sur la montée. La tendance des élections du 14 septembre s'est accentuée. Les élections d'Oldenburg et du Braunschweig, il y a quelques mois, sont allées sur la même ligne. Le rapport des forces dans toute l'Allemagne, on peut le dire avec certitude, est encore pire. Cette situation aurait dû déterminer toute la politique du P. C. A. Or que fait-il en réalité ? Il ne parle que de la « victoire communiste ».

avec vigueur dans tout le pays, attestant la profondeur du mouvement qui porte en avant la classe ouvrière. Dans la semaine écoulée, la grève générale a éclaté à Cadix, terminée mardi, les cheminots andalous se sont mis dans leur totalité en grève, et la grève se développe toujours. A Barcelone aussi une grève des cheminots de fer catalans a éclaté lundi, terminée mardi par la victoire. A Saragosse, la grève générale doit être proclamée mercredi. A Cadix, à Barcelone, à Saragosse, ces mouvements de grèves, dirigés par la C.N.T., ont eu pour objet la solidarité, les protestations contre les emprisonnements de militants.

Le danger principal apparaît dans l'organisation déficiente de ces mouvements, ou plutôt, dans le manque d'organisation et de consolidation des résultats acquis au cours de la grève. Le travail énergique des communistes doit avoir pour premier résultat une efficacité plus grande des luttes grévistes, la création d'organismes permanents de la lutte prolétarienne, comme les comités d'usine, et l'élevation progressive de la conscience politique de la classe ouvrière espagnole.

des « élections rouges », du « Hambourg rouge ». La victoire des Nazis, on en parle en passant comme d'un fait d'une importance secondaire, on en rit littéralement (Remmelé, dans son discours, en a ri), ou on en donne des explications irresponsables, dont le ridicule vaut la stupidité.

Dans la presse communiste, on dit que « le succès du fascisme est plus un écho (?) du 14 septembre, qu'un nouvel essor ». Le journal communiste de Hambourg écrit que « malgré la croissance des voix, les Nazis sont aussi à Hambourg devenus non pas plus forts, mais plus faibles » (??), et ainsi de suite. Je ne m'arrête pas sur les autres explications, du niveau de celle-ci, où, avec une astuce sophistique, on essaie de prouver que Hambourg est une ville commerçante, comme si ce chiffre de 202.500 pouvait ne représenter que les voix d'employés et de la petite bourgeoisie ! En même temps, le fait que les petits employés ont suivi les Nazis ne parle aussi que contre le P. C. A. qui n'a pas su les attirer et a complètement négligé ce travail, comme nous le communiquent notre correspondant de Hambourg.

Par sa politique de dissimulation de la victoire des fascistes et de cris assurés sur sa propre victoire, la direction du P. C. A. ne fait que démobiliser les masses et les désorienter, au lieu de les orienter et de les mobiliser, et de concentrer tous les efforts dans la lutte contre le fascisme comme contre le danger principal. Pour être en état de vaincre le fascisme, sur tous les fronts a passé à l'offensive, le P. C. A. qui peut seul le faire, doit accomplir un tournant brusque de sa politique. Aujourd'hui, devant la contre-révolution menaçante en Allemagne, ce tournant est plus indispensable que jamais. Les premiers éléments de ce tournant doivent être de dire la vérité, de ne pas diminuer le succès de l'ennemi et de ne pas exagérer ses propres succès ; de rétablir la démocratie dans le Parti ; de rompre avec le national-communisme. Au lieu de chercher à gagner sur ce terrain de Sheeringer, trouver une voie vers l'ouvrier social-démocrate ; renoncer à la théorie du social-fascisme, à la politique de la R. G. O. (syndicats rouges). La création du Parti Socialiste-Ouvrier (Seidewitz-Rosenfeld) est une preuve éclatante de la crise dans la S.-D. d'une part, et en même temps la preuve de l'incapacité du P. C. A. à gagner les ouvriers révolutionnaires de la social-démocratie.

Sans un tournant brusque immédiat, le P. C. A. ne sera sûrement pas à la hauteur des tâches énormes qui sont posées devant lui.

Berlin, octobre 1931. M.

(1) Tous ces chiffres sont donnés par rapport aux élections du 14 septembre 1930.

(2) Entre parenthèses, cela montre que la « défaite » des fascistes, sur laquelle criait beaucoup la presse social-démocrate et démocrate lors du plébiscite, ne correspondait nullement aux faits. Le véritable vaincu, dans le plébiscite, ce fut le P. C. A.

Reynaud reçu par la bourgeoisie indochinoise

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

Ainsi se scelle le pacte entre l'impérialisme et la bourgeoisie indigène. La lamine des millions de paysans, l'exploitation des centaines de mille ouvriers des mines et des plantations, la légion mitraillant les milliers d'exploités qui se sont levés dans les trois provinces : le leader de la bourgeoisie annamite baise la main du bourreau pour obtenir l'élargissement des conseils consultatifs économiques et politiques aux propriétaires fonciers et aux bourgeois indochinois.

Le grand programme de réformes que Reynaud apporte de France pour faire face aux déchirements de l'Indochine, en proie, sous les coups de la crise mondiale, aux contradictions de l'exploitation impérialiste, se réduit à ces compromis avec ses agents dans la colonie, les bourgeois indigènes, les propriétaires fonciers auxquels le gouverneur général a déjà distribué, avant les cartes de « conseillers », des fusils et des cartouches. Le mouvement des paysans et des ouvriers qui ont engagé la lutte sur le terrain économique et politique contre leurs exploités n'en sera pas endigué.

Mais l'attitude servile de la bourgeoisie indigène et les efforts de l'impérialisme pour développer et fortifier cette agence de son pouvoir rendent encore plus nécessaire une claire perspective dans le camp révolutionnaire. Les centristes, en propagant dans les rangs du jeune parti communiste indochinois, la théorie néfaste de la « révolution nationale démocratique bourgeoise d'abord » ; en parlant « de la mesure où la bourgeoisie indigène ne fait pas obstacle à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans et mène une lutte effective contre l'impérialisme », aveuglent notre parti et paralysent la lutte de classes, sur le terrain de laquelle notre parti communiste doit entraîner la révolution indochinoise.

Des vœux des conseils représentatifs après Yen Bay, aux courbettes de Bui-Quong-Chien, l'attitude de la bourgeoisie indigène démontre la malhonnêteté de la théorie stalinienne de la « révolution nationale démocratique bourgeoise d'abord ».

VIENT DE PARAITRE

Les problèmes de la Révolution allemande

par L. Trotsky

Contre le national-communisme ! Les leçons du plébiscite « rouge ». Au sujet du contrôle ouvrier de la production. Le tournant de l'I. C. et la situation en Allemagne. La crise autrichienne et le communisme.

Un volume de 64 pages : 1 fr. 50
A la Vérité, 45, boulevard de la Villette, Paris-10^e, et à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse

En vente dans les principaux kiosques

DANS LES BALKANS

La crise du mouvement révolutionnaire en Bulgarie

Le P. C. B. avait obtenu, le 21 juin, une grande victoire parlementaire. Cette victoire se distingua d'une part par la défaite complète de « l'unité démocratique » (Zgovor), d'autre part par le grand nombre de voix remportées par le P. C. B. illégal.

Le P. C. obtint 166.000 voix, tandis que le parti socialiste n'en obtint que 25.000 ; le P. C. gagna 32 mandats, le P. S. (par le seul fait des voix restantes) 5 mandats.

Nous nous souvenons encore tous que l'élection eut comme conséquence la démission du gouvernement Tsankov-Liapchev, en faisant place aux partis oppositionnels de la bourgeoisie, le bloc dit « populaire », dirigé par Malinov.

Que le prolétariat n'avait pas grand-chose à attendre de ce bloc populaire « démocratique », c'est ce qu'on a pu voir par le fait que celui-ci, même pendant la période de propagande électorale, ne promettait pas d'annuler la fameuse loi « pour la protection de l'Etat » au cas d'une prise de pouvoir éventuelle, de proclamer une amnistie générale, ou d'accorder un allègement quelconque pour le prolétariat affamé et indigent dans le domaine de la politique sociale.

En nous rappelant le nombre de voix du P. C. aux élections du 22 avril 1924 (206.540) et celui du P. S. (22.404), nous sommes obligés de constater que la perte de voix du P. C. est relativement plus considérable que celle du P. S.

Ces lignes auront pour but d'analyser les causes profondes de cette perte, ainsi que celles de la diminution de l'influence du P. C.

Mais sur la base d'une analyse détaillée et objective de la situation du P. C. bulgare, nous voulons constater de prime abord que la perte d'influence du parti est à ramener à la ligne et à la politique foncièrement fausses de l'I. C. et c'est pourquoi nous nous permettons de parler d'abord en grandes lignes de la grande défaite du prolétariat bulgare en 1923, et en liaison avec cela de regarder, de l'œil critique du marxisme-léniniste, toute la politique de l'I. C.

Malgré l'optimisme officiel, c'est un fait regrettable, désagréable et inquiétant, que l'influence du P. C. diminue prati-

quement dans tous les pays capitalistes, qu'on ne gagne pas au communisme les masses prolétariennes. Aux yeux de la direction actuelle, cette constatation est du « trotskisme », « déviation droite », dévoilant un manque de confiance dans la révolution. La simple indication de ce fait suffit pour être taxé de « renégat ». Cependant, c'est avant tout un examen approfondi de notre part qui est nécessaire pour trouver les causes de cette stagnation ou plutôt de ce recul. Ces causes doivent être révélées et exterminées ; c'est là la condition fondamentale pour le succès du mouvement révolutionnaire prolétarien. Le recul de l'influence des partis communistes dans les pays capitalistes, leur incapacité à s'assurer l'appui des masses prolétariennes, tout cela est d'autant plus regrettable et inquiétant parce que cela se passe non pas dans une période floue, mais dans une période de radicalisation générale du mouvement ouvrier. En d'autres termes : justement au moment où les conditions objectives du triomphe de la révolution mûrissent, le facteur subjectif fait défaut et n'est pas à la mesure de la situation.

Seule la critique ouverte et impitoyable peut être un remède. Son absence constitue la maladie. Frayer la voie à la critique, c'est le seul moyen d'arrêter la décomposition. Dans la première moitié de son histoire, l'I. C. n'a montré à peu près que ses côtés positifs.

Sous Lénine, l'Internationale donna aux partis en voie de croissance leur position de principe claire ; elle élaborait les principes généraux du communisme, les lignes fondamentales de la stratégie,

de la tactique et de l'organisation communistes. Lénine savait profiter de l'expérience de lutte des partis de l'Ouest, il savait leur donner leur sens théorique général. Il ne s'imaginait pas qu'on pouvait inventer depuis le centre la tactique des autres partis, la construire et la prescrire jusque dans ses moindres détails.

Les côtés négatifs ont pris de plus en plus d'ampleur dans la seconde moitié de l'existence de l'I. C., depuis 1923, depuis la mort de Lénine et depuis que les vagues révolutionnaires de l'Europe centrale et de l'Ouest se sont calmées. Nous sommes à l'ère de la « bolchévisation ». Elle consista dans la tentative d'adapter artificiellement et systématiquement au mouvement européen les formes, méthodes et tactique en négligeant complètement les particularités des rapports de classes dans les différents pays, ainsi que la nécessité de leur adapter complètement les principes communistes généraux convenables.

Cette crise de l'I. C. fut accentuée et perpétuée par la formation d'un régime bureaucratique au sein de la direction qui excluait et excluait encore mécaniquement toute possibilité que se fasse jour et qu'il soit tiré profit des expériences de luttes non russes. A cela est étroitement liée l'habitude de plus en plus enracinée de faire des luttes fractionnelles russes la mesure générale des questions tactiques dans tous les autres partis, de transposer l'uniforme sur tous les autres partis.

Les causes de cette crise ne sont naturellement pas seulement d'ordre personnel, bien que les personnes y jouent un rôle non négligeable. L'absence d'un homme ayant l'horizon d'un Lénine dans la direction du parti russe, cela compte. Mais la chose a naturellement des racines plus profondes.

Elle est liée d'abord à la pénétration du bureaucratisme dans le parti russe et sa transposition sur les autres partis.

D'autre part, il faut considérer la difficulté qu'ont les sections de l'I. C. à élaborer les voies particulières et les méthodes spéciales de la révolution prolétarienne et sa préparation dans les différents pays, élaboration qui est entravée par la prépondérance bureaucratiquement renforcée du parti russe dans la direction de l'I. C. qui ne correspond plus du tout à la prépondérance morale de sa direction dans les questions internationales.

L'incapacité de tirer les leçons de l'expérience caractérise la crise actuelle du P. C. bulgare ainsi que tout le mouvement de l'I. C. Ce n'est pas une crise du mouvement lui-même, mais de la direction. La critique des fautes passées comporterait la condamnation de la direction responsable de ces fautes. L'absence d'une critique saine et créatrice que craignent les dirigeants actuels est accompagnée d'une lamentable stagnation morale qui, sous le masque de la loyauté et sous le manteau de la discipline mécanique, sème le désordre. La conséquence, c'est que les erreurs, au lieu d'être corrigées, engendrent de nouvelles erreurs. Afin de justifier la faillite intellectuelle et politique, on sacrifie tout égard à la vérité. On construit des théories non pas sur la base de faits vitaux, mais pour justifier des fautes commises par ignorance ou par besoin d'expérimentation.

Sur la base de ces lignes qui concernent plus ou moins l'Internationale, nous voulons, dans un second article, parler de la crise du P. C. bulgare.



À propos de l'Unité syndicale

La C. G. T. U. continue toujours à souffrir de la confusion entretenue en permanence par sa direction au sujet de l'unité syndicale. Les dirigeants staliens répètent maintenant à la façon d'un rite : « Nous nous sommes laissés voler notre mot d'ordre d'unité syndicale » ; mais ils n'en donnent pas moins l'impression de défendre l'unité syndicale à contre-cœur. Nous n'en voulons pour preuve que leur attitude plus qu'embarassée à propos du congrès de fusion. Ils se disent pour le congrès de fusion, mais avec tant de réticences et tant de contradictions que finalement ils prouvent qu'ils ne croient pas eux-mêmes à ce qu'ils disent. Dans *l'Humanité* (17-10), Gitton se charge d'en fournir la démonstration avec éclat.

Un camarade de Morteau, Bulliard ayant écrit pour la tribune de discussion un article sur l'unité où il dit notamment que : « La C.G.T.U. seule propose le congrès sur la base d'unité de fusion de tous les syndicats, c'est-à-dire syndicats unitaires, confédérés, autonomes, chrétiens, pour discuter nécessairement la plate-forme d'une véritable C.G.T. unique », Gitton nous prévient que le camarade Bulliard ne se fait pas une idée « très claire » de la position de la C.G.T.U. sur le congrès de fusion. Et Gitton de nous donner la « clarté » sur ladite position :

« ...Nous proposons, dans chaque localité ou entreprise, l'assemblée commune de tous les syndicats pour discuter des revendications de la corporation ou de l'entreprise et conclure cette discussion pour la formation d'un comité d'unité où seront représentées les diverses tendances et qui, selon les décisions de l'assemblée, travaillera au rassemblement de tous les ouvriers pour la lutte en faveur des revendications communes. Gitton ajoute que ces comités devront préparer « des conférences locales, régionales, industrielles d'unité syndicale qui prépareront la tenue du congrès national d'unité » où sera constituée la C.G.T. unique.

Les précisions de Gitton s'imposaient. Elles révèlent clairement que la direction confédérale n'est pas franchement pour le congrès de fusion. Sinon on ne comprendrait pas pourquoi Gitton oppose les comités d'unité au congrès de fusion. Autre chose serait de dire que ces comités d'unité seront un moyen de préparer le congrès de fusion. Cela n'est pas. Et n'est pas besoin d'être grand clerc pour prédire que le congrès national d'unité (style Gitton) — s'il a toutefois lieu — ne verra pas sortir une centrale syndicale unique.

Dans quelque temps, on entendra Gitton et les autres pauvres « chefs » de la majorité confédérale proclamer sur tous les tons : « Nous nous sommes laissés voler notre mot d'ordre du congrès de fusion. » Qu'on s'étonne ensuite que les réformistes de toute espèce — adversaires de l'unité syndicale — utilisent les palinodies de Gitton et Cie pour se pré-

Une conférence internationale de la sidérurgie

Un camarade, qui a participé, au Luxembourg, à la récente conférence inter-frontières de la sidérurgie, nous écrit : « La conférence a été peu préparée, sans discussion à la base. Chaque délégué rapportait ce qui se passait dans son coin. Ce ne furent pas des assises d'où auraient pu sortir des méthodes de luttes adaptées à la situation présente.

Néanmoins il faut se féliciter de ce que les organisations se tournent vers le travail international et la liaison corporative entre les divers pays, surtout pour la sidérurgie qui se trouve concentrée entre les mêmes mains en Allemagne, France, Belgique et Luxembourg. Les délégués ont montré que l'opposition révolutionnaire dans les syndicats réformistes est très faible et qu'elle a même régressé ces temps derniers. Le délégué du C.I.M. déclare que l'on se fie trop aux mouvements spontanés. Semat reconnu, au nom de la Fédération des Métaux, que l'on a commis pas mal de fautes et que les effectifs ont baissé (Trith-Saint-Léger a passé de 1.800 à 400 adhérents. Il reconnaît que nous sommes responsables de la création des syndicats réformistes et chrétiens).

La conférence a décidé de préparer une nouvelle réunion internationale précédée de conférences régionales et nationales, mieux préparées, en y intégrant à temps la masse des métallurgistes.

Une commission des frontières a été désignée pour assurer la liaison entre les pays et l'application des décisions de la conférence.

En somme, bonne initiative ; mais il faut intéresser la masse à ce travail, et non seulement les cadres. »

tendre les véritables défenseurs de l'unité syndicale !

La confusion que propage la direction de la C. G. T. U. sur le congrès de fusion est d'autant plus grave — et d'autant plus graves sont leurs responsabilités — qu'il serait possible à l'heure actuelle de rétablir l'union de la grande partie de la C.G.T.U. sur le mot d'ordre du congrès de fusion.

Il est un fait indéniable qu'après le Congrès de Japy vient de se produire une certaine différenciation entre les éléments qui composent le C. I. S. Que nombreux sont ceux qui, dans le Comité pour l'indépendance du syndicalisme, se refusent à laisser se désagréger la C. G. T. U. au profit du syndicalisme gouvernemental, et qui maintiennent le principe du congrès de fusion. Cela devrait dicter l'attitude des dirigeants de la C. G. T. U.

Rétablir l'union de la C. G. T. U. sur la plate-forme du congrès de fusion est d'une grande importance. On conçoit facilement qu'il soit difficile d'avancer sérieusement dans la voie de l'unité syndicale, si la C. G. T. U. est elle-même divisée, tiraillée dans tous les sens. Cette union de la C. G. T. U., il est possible de la réaliser dès maintenant, à condition que sa direction responsable se décide à comprendre qu'il est grand temps de défendre le principe d'un véritable congrès de fusion — basé sur le respect de la démocratie syndicale — et non d'un congrès de combinaison bureaucratique sans portée.

AVANT le CONGRÈS UNITAIRE

Absence de préparation et confusion persistante

Nous approchons du Congrès de la C. G. T. U. Reculé par suite de la préparation insuffisante, celle-ci n'a guère gagné depuis. Quelques syndicats discutent, mais la masse des syndiqués ne participe pas aux débats. L'exemple le plus net a été fourni par la récente assemblée de la XX^e Union où, malgré l'annonce d'une exécution des minoritaires, un tout petit nombre de présents a été enregistré. D'après Paris, on peut se faire une idée de ce qui se passe en province.

Il faut, parmi les responsabilités, mettre au premier plan celles de la direction confédérale. Le rapport moral ou rapport d'activité n'a pas été remis à tous les syndicats, mais au contraire a été distribué au compte-gouttes à un nombre restreint par syndicat. Quand on parle tant de la démocratie syndicale, le minimum serait que chaque syndiqué puisse savoir sur quoi il aura à se prononcer, pour ou contre. C'est un premier point que chaque syndiqué doit soulever énergiquement dans chaque assemblée syndicale. C'est la première fois que nous assistons à pareille chose dans le mouvement syndical ; il faut le dénoncer énergiquement et faire battre en retraite la direction.

Sans rapport d'activité, la discussion devait naturellement se poursuivre dans le désordre. La direction y a d'ailleurs tout intérêt. Et la discussion porte sur toutes sortes de questions d'organisation, mais on traite à peine les grandes grèves qui ont eu lieu. Quelles en sont les leçons ? Quelles sont les perspectives pour l'avenir ? Rien de tout cela. La discussion s'attache aux questions d'organisation indispensables, mais qu'on ne doit pas détacher des problèmes politiques.

Nous avons, dans *la Vérité*, montré où était la C. G. T. U. et d'où provenait cette situation. Pour y remédier, nous avons dit qu'il n'y avait pas à détacher le redressement de la C.G.T.U. du redressement du parti. L'un est inconcevable sans l'autre. Toute autre conception est une concession, voilée ou non, aux tendances à l'indépendance du syndicalisme. Cependant, les tâches du Congrès confédéral sont très lourdes. Il faudrait qu'il dissipe la confusion que les centristes ont semé sur les questions du front unique, de l'unité syndicale, c'est-à-dire sur l'attitude à l'égard des ouvriers réformistes. Il faut en particulier rejeter nettement toutes les phrases sur la C. G. T. U. unique de classe.

La préparation du Congrès n'est pas brillante à ce sujet. Et c'est ce qui permet à la minorité syndicaliste de persister, et même de se développer, malgré la trahison évidente à Japy et le désarroi que cela a semé chez eux. Il faut pousser le P. C. et la C. G. T. U. à prendre des positions claires sur les problèmes essentiels de l'heure actuelle : unité syndicale et front unique. C'est la seule manière de contribuer à réduire la minorité syndicaliste et de fortifier la C. G. T. U., le mouvement révolutionnaire.

A TRAVERS LA PRESSE OUVRIÈRE

Constatant la réaction de nombreux minoritaires contre la désagrégation de la C. G. T. U., Monmousseau écrit (« Vie Ouvrière ») :

« De pareilles réactions traduisent la résistance des masses contre la position des Chambelland, Rambaud, Boville et Dumoulin.

« Mais Piquemal pense qu'il faut reprendre la thèse d'un Congrès commun de fusion.

« Alors que le Congrès de Japy est à peine terminé, allons-nous orienter l'esprit unitaire des travailleurs vers l'illusion que dans trois ou quatre ans un nouveau congrès confédéré peut changer l'orientation des dirigeants confédérés ?

« Allons-nous hypnotiser les travailleurs pendant des années sur un tel objectif, alors que de nouvelles attaques patronales se développent chaque jour contre leurs conditions de vie et de travail ?

« Est-il, au contraire, plus juste de travailler à souder immédiatement chaque jour contre leurs conditions de vie et de travail ? »

En quoi le front unique pour la défense des conditions de vie des ouvriers est-il contradictoire avec le Congrès de fusion ? Derrière les phrases de Monmousseau on voit clairement son hostilité contre le Congrès de fusion.

L'un des leaders du Comité des « 22 », Piquemal, des Autonomes (« Fonctionnaire syndicaliste »), maintenant le congrès de fusion, s'élève contre l'acceptation de la résolution de Japy :

« D'aucuns ne manqueraient pas de faire observer qu'entre le congrès de fusion préalable et le congrès extraordinaire de ratification, il n'y a que des nuances et des amours-propres d'ailleurs. Qu'il soit prévu, disent-ils, un congrès consacrant les fusions à la base ou un congrès les précédant, cela ne revient-il pas au même ?

« Tel n'est pas notre sentiment.

« D'abord la résolution de Japy prévoit les fusions à la base au gré des initiatives particulières, des circonstances, des courants d'opinion. Ce sera une série d'opérations de détail sans envergure et sans portée, une sorte d'absorption clandestine des éléments de la C. G. T. U. Que de conflits, que de cas d'espèce en perspective, et même que de brimades...

« Quant au congrès extraordinaire, il faudra que la majorité le demande pour qu'il se tienne. Comment et pour quand ? Le secrétaire confédéral est resté dans la vague et toutes les suppositions sont permises. »

On voit, par la position de Piquemal, exprimant l'opinion de pas mal de minoritaires du C. I. S., que l'attente pourrait se réaliser dans la C. G. T. U. pour un véritable congrès de fusion. La direction de la C. G. T. U. le comprendra-t-elle ?

Nous disons que Piquemal n'est pas seul à défendre le congrès de fusion, abandonné par Dumoulin et Boville, témoin l'opinion exprimée, dans « le Cri du Peuple », par Chapon, minoritaire unitaire et secrétaire du comité des « 22 » dans le Nord, et Gruson, confédéré exclu des Métaux de Lille :

« Cependant, comme le fait si bien remarquer le camarade Piquemal, le flacon change, mais le contenu est invariable. Et maintenant, une question :

de vente publique doivent être restreints, la diffusion assurée principalement par les militants. L'activité pour sa rédaction, son développement, son rayonnement doit être une des formes contrôlables d'activité de chacun.

4° Le réseau de sa rédaction doit comprendre dans chaque noyau de la Ligue un ou deux responsables, correspondants réguliers. Centralement, il doit être créé un collège de correspondance prolétarien se répartissant le travail. L'orientation politique et le contenu du journal doivent être contrôlés et déterminés par la C.E. qui élit dans son sein un comité de rédaction.

5° L'organe *La Lutte de Classes*, fait en collaboration avec le secrétariat international, doit avoir une parution régulière et traiter les problèmes théoriques. Un collège de rédaction doit également exister.

6° *Le Bulletin intérieur* de la Ligue doit être maintenu comme organe mensuel, assurer la liaison des groupes, la discussion intérieure, renseigner sur la vie de l'organisation, de la base au sommet, donner un compte rendu financier mensuel.

7° La presse de l'Opposition doit comprendre « la brochure trimestrielle » sur les problèmes les plus divers et les plus actuels pour le mouvement ouvrier, d'un prix modique, d'une diffusion large. Actuellement, est en préparation la brochure : « Qu'est-ce que l'Opposition de gauche ? ». Il serait bon de prévoir une brochure : « Les communistes et les élections », etc.

8° La Conférence nationale a établi un budget qui fixera l'apport de chacun et la réalisation des engagements de chacun sera une condition à l'adhésion de l'organisation.

LA LIGUE AU TRAVAIL

Résolution sur l'organisation adoptée par la Conférence Nationale

Notre recrutement, notre structure

1° Chaque membre de la Ligue doit être un militant actif affecté à un travail donné, rendant compte de son activité, cotisant en fonction de son salaire selon les répartitions établies par les Congrès.

2° Ne peut être membre de l'Opposition de gauche que le militant acceptant la discipline de la Ligue et de l'O. de G. Internationale et acceptant les principaux critères de l'O. de G. : quatre premiers congrès de l'I.C., rôle de fraction vis-à-vis du Parti, caractère de classe de l'U.R.S.S., problèmes de la Révolution chinoise, du Comité anglo-russe, troisième période.

3° Tout membre de l'Opposition devra être membre du Parti ou exclu, ou s'inscrire au Parti. Tout membre syndical devra être syndiqué, tout non syndiqué militer au Secours Rouge activement. Avant d'être membre régulier de l'organisation, chaque camarade devra être candidat pour une durée de trois mois.

4° La Ligue doit puiser ses formes d'organisation dans les conditions et les buts de son activité propre de fraction du Parti, de constitution de cadres.

5° Cette action est une besogne lente et tenace de petits groupes prolétariens actifs et studieux et ne comporte d'action publique que sur des points précis pour épauler l'ensemble de notre activité.

6° L'organisation est régie par les lois du centralisme démocratique. Elle est dirigée par une Commission exécutive qui tient son mandat du Congrès national. Cette C.E. est composée de treize membres dont la plus grande partie, pour les besoins de son travail, seront des membres de la région parisienne. Une session élargie aux membres de province se tiendra obligatoirement chaque trimestre.

Les conférences ou congrès nationaux devront se tenir chaque année, ou suivant les cas prévus par les statuts.

La C.E. devra élire des commissions dans son sein (travail de presse, du Parti, syndical, etc.).

Cotisations : La cotisation est fixée à 4 francs, dont la moitié revient au groupe local. Les chômeurs paieront 0 fr. 50 par mois ; les membres du Parti et les jeunes paieront demi-cotisation (2 francs).

7° La C. N. élit une commission de contrôle permanente, de 5 membres, à laquelle doivent être soumis tous les cas litigieux.

8° La C.E. a tous les pouvoirs pour engager l'action publique de la Ligue, déterminer son orientation politique.

La Ligue organise son travail dans la C.G.T.U. et les autres organisations :

a) Par la répartition des tâches dans les organismes de direction ;
b) Par la création dans les groupes de fractions responsables qui agissent

sous le contrôle et sous les directives des organismes centraux.

Le problème d'une fraction dans le Parti doit se poser d'une tout autre manière qu'auparavant.

Toute la Ligue constitue effectivement une fraction du Parti, et le travail dans le Parti doit en grande partie être aidé et épaulé par les membres de l'Opposition. Le travail de tous les membres de la Ligue étant dirigé sur le Parti, la fraction du Parti devra être une commission responsable de l'activité déterminée et discutée par tous les membres de la Ligue dirigée par la C.E.

Notre presse

1° Plus l'amplitude et la profondeur de la crise capitaliste augmentent, plus les luttes prolétariennes posent des problèmes sur lesquels il faut répondre avec promptitude. Aussi, la Ligue communiste doit rassembler ses forces pour assurer la parution d'un hebdomadaire.

2° Cet hebdomadaire doit être dirigé entièrement vers l'action pour et sur le Parti, ainsi que pour et sur la C.G.T.U., vers leur développement et leurs luttes. S'il doit réserver une place importante aux problèmes de formation théorique, il doit surtout être un organe de combat, vivant et attrayant, donnant la plus large place aux rubriques régionales et à des campagnes.

Il va sans dire de ce fait que le caractère qu'a eu la *Vérité* jusqu'à ce jour doit être complètement modifié.

3° Le format de l'organe central doit être en étroite rapport avec les possibilités matérielles exactes de l'organisation et de ses membres. Un budget est établi par ailleurs pour régler cette question. La diffusion de l'organe doit suivre un tout autre canal que par le passé, les postes

ASSEMBLEE de la Région Parisienne du 15 Octobre 1931

L'assemblée décide de maintenir provisoirement un seul groupe pour la région parisienne. Quand la Ligue aura suffisamment grandi, le groupe se subdivisera. Un comité régional de neuf membres a été désigné, chargé d'entraîner tous les membres au travail pratique.

Puis la discussion sur l'unité syndicale se poursuit.

Le camarade Mill se prononce contre tout ce qui peut objectivement aider Jouhaux à grignoter la C. G. T. U. et il constate que toute lutte sérieuse pour l'unité comporte une solution d'ensemble. Il faut examiner les solutions proposées : Congrès de fusion ou rentrée en bloc. Cette dernière solution, quoique non actuelle, n'est pas condamnable en principe.

Le camarade Félix estime que la rentrée en bloc constituerait un reniement des principes communistes et que les camarades qui persévéreraient dans ce point de vue devraient en fin de compte être exclus.

Le camarade Molinier expose le plan suivant : Rentrée en bloc suivie de fusion à la base des syndicats correspondants, le tout couronné par un Congrès confédéré. Ce plan de fusion à l'intérieur de la C. G. T. U. ne peut être appliqué qu'à la suite d'une discussion du haut en bas du Parti et de la C.G.T.U., metant de côté tout patriotisme de C. G. T. U., étant subordonné à la reconnaissance du droit de fraction, il accue Jouhaux, Dumoulin et Cie dans leurs derniers retranchements, et même, en cas de non-réalisation de l'unité syndicale, il accroît l'influence de la C. G. T. U. et renforce ses rangs.

Un autre camarade combat le point de vue de Molinier.

La discussion continuera.

CHAMBELLAND - MOREL

Présentant le compte rendu du C.R. dans le précédent numéro, nous disions : « Il est possible qu'un Morel quelconque se serve de quelques phrases ». Ca n'a pas tardé. Sans indication de provenance, le *Cri du Peuple* l'a fait, cette semaine. Les commentaires sont inutiles ; Monatte avait rejoint Dumoulin, Chambelland a rejoint Morel.

Souscriptions de la semaine

Un membre du Parti, 10; Boauzo, 5; Fuks, 5; Charles, 5; Pierre, 10; Josek, 1,50; Alex, 10; Un fonctionnaire syndiqué, 10; Creec, 5; Berembaum, 5; Sch., 10; Trolli, 10; Mèche, 10; Pfänder, 5; H., 100; M. H., 100; R., 50; B. D., 100; L. L., 50; M. M., 100; Naville, 100.

Total de la semaine : 701 fr. 50.
Total général : 1.240 fr. 20.

PARTI et JEUNESSES dans le "TOURNANT"

La discussion dans la Région parisienne

La discussion sur les travaux du dernier C. C. est ouverte. Mais, en fait, en province, il n'y a à peu près rien de commencé. A Paris, depuis le C. R. élargi, dont nous avons donné le compte rendu, si dans quelques rayons elle existe, dans d'autres elle commence à peine et dans beaucoup encore on ne bouge pas. D'autre part, il vient de paraître une feuille de discussion, « la R. P. communiste », qui fait appel au « feu de la critique ».

Que montre la discussion ? Compte rendu du C. R., des rayons, feuille de discussion, lettres dans « l'Humanité », nous voyons partout que les camarades qui commencent à parler s'attachent à ce qui les a directement touchés : attitude sectaire, directions mécaniques, etc. Mais la discussion ne dépasse guère ces limites : sur les problèmes (unité syndicale, front unique, tactique électorale) posés au C. C., discussion très faible ; enfin, rien sur la politique générale du Parti en liaison avec la politique générale de l'I. C. En un mot, la discussion se poursuit actuellement sur le terrain choisi par la direction, ce qui permet à celle-ci de manoeuvrer assez habilement contre ceux qui ont parlé de « coup de balai ». Il était inévitable que la discussion commence ainsi, mais il serait dangereux qu'elle se poursuive sur ce terrain, il faut prendre les questions politiques, une par une, et examiner de quelle analyse et de quelles perspectives découlaient les positions prises. Tous les cas individuels, petits et grands, étant maintenant soulagés, il faut passer aux problèmes politiques, à la ligne du Parti. Examinons la feuille de discussion.

REGIME INTERIEUR

Un cri unanime, mais chacun ne voit que son dirigeant local. Cela d'autant plus qu'il y a de ce côté des résistances. Par-ci par-là seulement, quelques attaques contre le sommet ; un camarade demande : « Le 6^e rayon de la R. P. est-il le seul coupable et ne serait-il pas bon d'ajouter au leader en question la responsabilité de la direction de la R. P., du C. C. et de son B. P. ». Bien des détails intéressants : « La cellule 222 bis a pris le chemin de la lutte constante contre le 2^e rayon. Nous en sommes, à l'heure actuelle, à refuser de distribuer les journaux d'usines confectionnés par nous et sabotés par le rayon ». Mais personne ne lie ce régime malsain à la politique fautive. Le pas le plus en avant dans ce sens est fait par la cellule 456 (Vitry), qui, dans une résolution, « condamne énergiquement et sans restriction les déviations sectaires de la période passée, se manifestant à tous les échelons de l'organisation. A son avis, cette période a eu pour conséquence une absence presque totale de discussion, surtout dans les organisations de base, un manque flagrant de démocratie... ». Pourquoi ce régime intérieur néfaste ? Voilà la question à soulever pour arriver à étudier la politique du Parti.

UNITE SYNDICALE

La cellule 251 et le comité du 15^e rayon sont seuls intervenus. C'est pourtant la question qui est à l'ordre du jour de toutes les assemblées ouvrières. Il faut que cette question soit beaucoup plus largement débattue pour que soit éliminée la confusion que les centristes ont semée. Ainsi, le 15^e rayon propose qu'en dehors des comités d'unité syndicale luttant pour le Congrès de fusion, il faut à la base « préconiser des assemblées communes en vue de fusionner et d'élire une direction unique sur la base de notre plateforme de lutte. Ainsi, la fusion se réalisera à la base, chaque adhérent choisira librement sa carte syndicale, unitaire ou confédérée ». Cela ne nous paraît pas clair du tout ; il est impossible qu'il y ait des adhérents unitaires et confédérés sans qu'il y ait deux organisations syndicales. De plus, sur un programme de lutte, on réalise le front unique et non l'unité syndicale. La question a besoin d'être mise au point.

La cellule 251 écrit de bonnes choses que nous avons toujours défendues : « Ce n'est pas les chefs que nous cherchons, mais les masses ; et puisqu'il y a des ouvriers à la C. G. T., c'est à eux que nous nous adressons, mais vu que ces ouvriers ont encore confiance dans leurs chefs, nous sommes obligés de nous adresser à ces chefs et cheffalions, quoique tous corrompus. Nous ne pouvons pas faire autrement pour les démasquer et pour nous adresser à ces masses ». Quand ceci sera déjà compris, un pas important sera fait.

ELECTIONS

Un peu plus d'attention y est apportée. Mais tant de confusion. Des réactions antiélectorales, saines dans leur origine, mais dangereuses. Que dans le rapport de Doriot on découvre « le bout de l'oreille opportuniste », qu'il y ait du vrai dans ce que dit le sous-rayon de Montreuil, « la direction du Parti s'aperçoit des faiblesses just avant les élections ; ce qui a été relevé en 1927, au mois de novembre, revient au mois de septembre 1931 », personne ne le niera, mais l'essentiel n'est pas là. Il faut changer toute la politique, y compris la tactique électorale et en dé-

finir une claire. Nombreuses réclamations pour des articles contradictoires.

La cellule 1521 s'élève contre la façon mécanique dont la nouvelle tactique est implantée dans le Parti. La cellule 427 montre le désaccord entre Berlioz et Frachon d'une part, et Ferrat d'autre part, partisan de s'adresser à toutes les sections socialistes. Le camarade L... Paul montre le désarroi qui s'est manifesté dans son bureau sur cette question.

La cellule 427 déclare que la question du front unique peut se poser dans deux cas : 1^o pour des revendications immédiates ; 2^o pour une élection. Nous nions tout à fait cette deuxième partie. Il n'y a pas de front unique électoral, il n'y a pas de revendications à proposer aux socialistes pour les élections car, au contraire d'eux, nous n'attendons rien des élections et nous ne devons semer aucune illusion dans les masses. Notre attitude au second tour doit être dictée, non par les engagements d'un candidat ou d'une section, mais par la nécessité de ne pas nous couper des masses qui ont encore confiance dans le réformisme.

Encore une fois, il faut élever la discussion sur un autre plan. Les lettres ont apporté des faits qui permettent d'illustrer un débat politique, mais elles ne le remplacent pas. Il faut un débat politique sur toutes les questions.

Une Assemblée du 4^e rayon

Une assemblée générale s'est tenue le dimanche 11, groupant près de 120 camarades. Dans « l'Humanité » du 15, Larrivière, un des dirigeants de la R. P., sous prétexte de rendre compte de cette assemblée, s'attaque à la direction du rayon. Nous n'avons pas l'intention de défendre celle-ci ; elle a évidemment sa part de responsabilité, mais il faut donner à chacun la part qu'il mérite et la direction régionale avec Larrivière et le comité central avec Frachon, sans remonter encore plus haut, ont des responsabilités autrement lourdes que la direction du 4^e rayon.

Dès le début de la réunion, le secrétaire Lelandais rapporta. Dans l'ensemble, reprenant les critiques déjà formulées, il les fit avec une certaine force et ajouta, à son avis personnel, que faire proclamer le rôle dirigeant par la C. G. T. U. avait été une faute. La discussion qui s'engagea comporta une quinzaine d'interventions : elle ne fut pas terminée et une autre assemblée devra se tenir.

Le camarade B., d'Ivry, dénonça avec des exemples à l'appui la mauvaise tactique syndicale et le mauvais travail fait ainsi par les fractions.

Le camarade V., d'Ivry, montra qu'en même temps qu'on s'affirmait pour l'unité syndicale, Piatnisky écrivait qu'il fallait chasser les chefs minoritaires de la C. G. T. U. et que c'était ainsi faire le jeu de Rambaud et Boville, qui veulent abandonner la C. G. T. U. En conclusion, ce camarade déposa une motion condamnant les paroles de Piatnisky.

La plus importante intervention fut celle du camarade Guilloché, de Vitry, qui déclara entre autres que ce serait long de vider son sac, quand on l'a bouclé depuis longtemps. Guilloché montra le sabotage pratiqué par la direction au Congrès de l'Enseignement, faisant intervenir la fraction sur des mots d'ordre tout nouveaux. Il qualifia de bêtises les paroles de Piatnisky et fit, dans l'ensemble, une critique solide, mettant en cause la ligne politique, les erreurs ayant été trop profondes pour ne toucher que la tactique. Il qualifia la politique de groupe d'anticommuniste, et déclara que des changements dans la direction s'imposaient ; il affirma sa confiance en Thorez, mais ne précisa pas pour d'autres.

Ce fut Frachon qui répondit, chargé par le B. P. de la Région parisienne. Il défendit mollement le maintien de la direction et voulut surtout atténuer la portée des paroles de Piatnisky, mais il le fit si maladroitement qu'il pouvait en fait leur donner plus d'importance qu'elles n'en méritent. Il voulut prendre l'exemple de la C. G. T. d'avant-guerre et trouva... Métivier, on lui objecta Niel. Dans l'ensemble, sa réponse fut lamentable ; la salle, à maintes reprises, ne se priva pas pour l'interrompre et lui marquer une certaine hostilité.

La discussion se poursuivra. Nous la ferons connaître.

A NOS CORRESPONDANTS

Nous rappelons que les articles doivent arriver avant le lundi soir.

La Fédération des Jeunesses nous répond

Nous avons publié, la semaine dernière, la demande de réintégration adressée par le groupe des Jeunes à la Fédération. Nous publions la réponse de celle-ci et la réponse qu'y font à leur tour nos camarades.

FEDERATION DES JEUNESSES COMMUNISTES DE FRANCE

120, rue Lafayette, Paris (10^e)

Paris, le 19 septembre 1931.

Camarade,

Le Bureau de la Fédération, après avoir pris connaissance de la demande de réintégration adressée par toi en commun avec huit autres de tes amis, a pris note de cette demande et a décidé ce qui suit :

Le Bureau de la Fédération, en accord avec la direction de Paris, portera la question de ta réintégration en discussion devant le rayon où, auparavant, tu étais adhérent. En raison de l'activité anticommuniste et fractionnelle menée par toi qui a motivé ton exclusion. En raison du caractère équivoque et du contenu insuffisant de votre lettre, le Bureau décide que la question de ta réintégration ne peut être examinée que sur la base d'une déclaration nette et franche de ta part. C'est dans le but d'informer clairement la J. C. sur tes intentions que le Bureau décide de soumettre à ta réponse les questions suivantes :

1. — T'engages-tu à défendre sans ré-

serve l'U.R.S.S., ce qui signifie lutter avec l'ensemble de la J. C. contre la position trotskyste envers le Parti Bolchévique et son C. C.

2. — Considères-tu comme ayant force obligatoire pour toi les décisions de l'I. C. J. (5^e Congrès) et celle de la F.C.J.F. (C.C. de mars 1931) et œuvrerais-tu au sein de la Fédération à leur application ?

3. — Condamnes-tu toute ton activité antérieure qui a motivé ton exclusion et toute ta politique à l'extérieur de la J. C. ? T'engages-tu à mener avec la F.C.J.F. la lutte contre les théories et les positions trotskystes ?

4. — Condamnes-tu toute l'activité fractionnelle menée par toi et t'engages-tu à la cesser immédiatement comme contraire à toute démocratie. T'engages-tu à rompre avec la Vérité et le groupe trotskyste adulte et à cesser toute liaison (correspondance ou autre) avec Trotsky ?

Le Bureau de la Fédération croit que tu répondras avec le maximum de netteté et de franchise à ces questions et émet le vœu que ta reconnaissance franche de tes fautes et l'engagement de travailler en jeune communiste soit la voie que tu choisiras et qui te fera être digne d'être membre de la Fédération et de lutter effectivement pour la libération de la jeunesse laborieuse.

Avec nos salutations de jeunes communistes.

LE BUREAU DE LA FEDERATION.

Notre réponse à la Fédération

Les camarades de la J. C. jugeront par la réponse de la façon dont la direction répond à notre demande sincère. Est-ce cela, le « tournant » qui « doit ouvrir les portes à tous les travailleurs qui sont prêts à lutter pour la conquête de la majorité des jeunes travailleurs » ?

Au lieu de proposer une discussion avec nos camarades des rayons, la direction nous demande d'accepter une série de conditions bureaucratiques et surtout elle nous accuse d'une façon que nous devons relever vigoureusement.

L'opposition de gauche, dit-elle, fait du « travail fractionnel ». Mais, camarades, d'abord, c'est la direction du parti qui fait ce travail condamnable, sans base politique. Qu'est-ce donc que les « groupes », que la direction du parti et des J. C. cherche à liquider ? Ce sont tout simplement des fractions ! Nous n'inventons rien : au dernier Comité régional de la R. P., Frachon a cité « le groupe de sept camarades du B. P., dont Celor et Barbé, délégués du P. C. F. à l'I. C. ». Mais pourquoi ce groupe de fonctionnaires a-t-il constitué une fraction au sein même de la direction ? Nous n'en savons rien, mais nous pensons que le Bureau de la Fédération aurait dû s'expliquer là-dessus devant tous les camarades.

Quant à nous, notre « travail fractionnel » consiste à défendre nos idées au sein du parti. Or, nos idées, ce sont celles de l'avant-garde communiste, celles de l'aile gauche du parti et de la J. C. La direction des J. C. nous a exclus parce que nous défendons ces idées, que le tournant du parti justifie pleinement. Dans ces conditions, le travail fractionnel était inévitable. En général, le travail fractionnel est inévitable lorsque la direction (qui est elle-même une fraction comme vous l'a révélé Frachon) étouffe la discussion et refuse d'admettre dans l'organisation tous ceux qui ne sont pas d'accord avec les plus récents documents des J. C.

Camarades, le Bureau de la Fédération cite les décisions du 5^e Congrès de l'I. C. J. comme obligatoires ; mais ces décisions ne sont-elles pas tous les jours abrogées par le tournant, par la critique qui oblige à remettre en question la ligne politique qui est erronée, non seulement depuis le 5^e Congrès de l'I. C. J., mais déjà auparavant ?

Mais si le tournant veut être une révision sincère de la tactique erronée des J. C., comme le Bureau le proclame, alors il faut réintégrer l'opposition de gauche, qui cessera le travail fractionnel lorsqu'elle pourra exprimer ouvertement et librement ses opinions, dont elle ne change pas un pouce, au sein de la J. C. Le Bureau invente des histoires à dormir debout sur les tactiques pour « faire sauter » (sic) les J. C. de l'extérieur ou de l'intérieur, etc. ; il nous invite à cesser les relations avec la Vérité, l'opposition dans le parti, etc. Qu'est-ce que cela ? Nos camarades adultes, de la Ligue communiste, ont, eux aussi, adressé au parti une demande de réintégration. Est-ce qu'on leur fera la même réponse ? Est-ce que la direction n'hésitera pas à se dé-

masquer, à montrer à la base qui cherche à reprendre espoir, que ce « tournant » n'est qu'une manœuvre destinée à liquider les « groupes Celor-Barbé », mais non à rendre au parti une ligne juste, en réintégrant son aile gauche ?

Nous l'avons déjà dit : nous pensons que le tournant peut être le signal d'un redressement du parti, mais à certaines conditions. L'une de ces conditions, c'est qu'il se développe vers les positions défendues par la gauche, et pour cela il faut réintégrer l'opposition.

Mais la plus sottise accusation, c'est celle-ci :

Nous serions contre la défense de l'U.R.S.S. parce que nous combattons la direction actuelle du P. C. russe et de l'I. C. Nous affirmons catégoriquement une fois de plus : nous sommes et avons toujours été pour la défense inconditionnelle, sans réserves, de l'U.R.S.S., premier Etat prolétarien du monde.

Nous estimons que ceux qui nuisent à la défense réelle (et non en paroles) de l'U.R.S.S., sont ceux :

1^o Qui entretiennent l'illusion que le socialisme peut être intégralement construit en U.R.S.S., alors que seules les bases peuvent en être édifiées, et qu'une construction intégrale ne peut être réalisée que par la victoire prolétarienne dans d'autres pays, et ne sera achevée qu'à l'échelle internationale. Or, la lutte pour cette victoire est la tâche de l'I. C.

2^o Qui s'acharnent sur l'aile gauche du parti bolchévique, qui déportent et emprisonnent 8.000 ouvriers de l'avant-garde, des révolutionnaires comme Rakovsky, qui exilent Trotsky, l'un des dirigeants de la Révolution d'Octobre, qui fusillent Blumkine, etc.

3^o Qui mentent systématiquement sur les difficultés et les épreuves traversées par le prolétariat russe.

4^o Qui signent le pacte Kellogg, au nom de l'U.R.S.S. et parlent, comme Litvinov, d'une « coexistence pacifique » entre le capitalisme et le socialisme possible, et qui par suite négligent et se dérobent aux exigences révolutionnaires de la situation internationale.

C'est dans ce sens que l'opposition de gauche, en U.R.S.S. et internationalement, a toujours averti le parti qu'il s'engageait sur une pente dangereuse pour l'avenir de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire qu'elle s'est placée à l'avant-garde de ceux qui défendent l'U.R.S.S. La J. C., comme le parti, a besoin de lutteurs clairvoyants, et non d'aveugles. Non seulement il faut ouvrir la bouche, mais faut aussi ouvrir les yeux.

Nous pensons, camarades, que la direction de la J. C. n'a pas voulu examiner sérieusement notre point de vue et qu'elle empêche plutôt que notre point de vue puisse pleinement être compris par vous. Après nous avoir entendu, après avoir travaillé côte à côte, sans qu'interviennent les décisions bureaucratiques ordonnées par le centre, serait-il encore possible de nous accuser d'être contre l'U.R.S.S.

simplement parce que nous n'approuvons pas la politique de la direction actuelle du P. C. R. ? Non, cela serait impossible, car nous comprendrions au contraire que notre souci principal est de combattre pour que la défense de l'U.R.S.S. ne soit pas un mot d'ordre creux, sans contenu, mais au contraire soit la défense consciente du premier Etat prolétarien, dont il faut connaître les difficultés.

La direction des J. C. répond à notre lettre par des conditions d'admission qui n'ont jamais été prévues dans ses statuts. Comme nous avons toujours été, exclus ou non, des défenseurs du parti (que nous n'identifions pas avec sa direction centriste), nous demandons tout simplement l'application des statuts. Puisque la direction nous oppose un refus, nous demandons à tous nos camarades des rayons de soulever cette question dans leurs assemblées. Maintenant, comme toujours, nous sommes prêts à venir discuter sur la base de nos rayons avec les membres de la J. C. Nous espérons que cela pourra se faire le plus tôt possible. Ce n'est pas sur la direction que nous nous appuyons. C'est sur la masse prolétarienne, dans le parti et les J. C., à tous les camarades qui ne se satisfont pas avec les raisonnements bureaucratiques, mais qui veulent le salut du parti, sa régénération véritable par un régime intérieur sain, fraternel, sur la base de la véritable politique internationaliste de Lénine et de Trotsky.

LES ELECTIONS CANTONALES

Les résultats du scrutin et la tactique du Parti

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

Les difficultés du Parti sont en partie la cause de ce que ces « élections cantonales de crise » aient un caractère si peu marqué.

Les élections cantonales ne doivent pas, pour nous, être dérogées de la lutte constante du Parti pour la conquête des masses laborieuses. C'est en ce sens, si accessoire que soit cette question, que notre Parti doit résoudre la « question » du second tour. Il a à tenir compte de la nécessité d'arracher les masses ouvrières aux chefs socialistes qu'elles suivent, ainsi que de la politique d'agence de la bourgeoisie, suivie par les chefs socialistes. C'est dans ce sens que le Parti décidait, avant les élections (Berlioz, « Huma » du 31 août) le désistement pour le socialiste, conditionné par « l'acceptation d'un programme minimum et l'organisation en commun de comités de front unique dans les usines ». Cette tactique, avec ses tâtonnements, visait sans doute à poursuivre le groupement des ouvriers les plus conscients à la base et dans des organismes de lutte électoraux. Mais après le premier tour, « l'Huma » du 20 octobre nous donne les dispositions du bureau régional pour les départements importants de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne. Dans les circonscriptions où le candidat socialiste arrive en tête, le désistement n'est plus conditionné que par l'acceptation « publique » de revendications concrètes : « Lutte pour l'assurance chômage ; lutte pour la défense des salaires ; suppression des budgets d'armée et de police ; condamnation des campagnes du « Populaire » contre l'U. R. S. S.

Le bureau régional prévoit, en cas d'acceptation, « une commission de vérification comprenant des ouvriers socialistes, communistes, sans parti ». Il n'est plus question « des comités de front unique dans les usines ».

Un changement important sur la tactique électorale a été fait « derrière le dos du Parti ». Cependant, il y a danger pour la ligne générale de notre action dans les désistements réglés sur des « programmes minima » qui pourront devenir vagues et sans portée utile et précise : le sens même de la tactique serait perverti à l'heure des élections, au profit des combinaisons électorales. En réalité, le Parti doit poser ouvertement devant ses membres la question électorale. Continuer à affirmer que la tactique « classe par classe » a été justement définie et qu'il se s'agit de modalités d'applications, c'est encourager une confusion dangereuse. Cette question, à son rang d'importance, doit être posée clairement devant le Parti dans le cadre de la tactique générale du Parti envers le parti socialiste et les organisations réformistes dans la conquête des masses dans la lutte contre la bourgeoisie.

Le gérant : P. FRANK.

MAISON DES SYNDICATS (Service de l'imprimerie)

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e arr.).